

**ARRÊTÉ**

Portant décision après examen au cas par cas  
de la demande enregistrée sous le numéro F02424P0165  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 24-095 du 27 mai 2024 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02424P0165 relative au projet de premier boisement porté par Monsieur Jean-François DEBATTE au lieu-dit « les Plaines » sur la commune de Souesmes (41), reçue complète le 19 juillet 2024 ;

**VU** la décision tacite, née le 23 août 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste à boiser une surface d'environ 1 ha de terres agricoles, situées au lieu-dit « les Plaines », sur le territoire communal de Souesmes (41) ;

**CONSIDÉRANT** que le projet relève de la catégorie 47-c du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste à planter trois essences principales, à savoir : l'Alisier terminal, le Châtaigner et le Pin maritime ; que la densité initiale de plantation sera de 1 560 plan/ha ;

**CONSIDÉRANT** que le projet s'inscrit dans la continuité d'un espace boisé en lieu et place d'une friche agricole ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est localisé au sein du site Natura 2000 « Sologne » ; que néanmoins le projet remplace une prairie issue de cultures à gibier présentant en conséquence un faible intérêt faunistique et floristique ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant les travaux de plantation, d'entretien et d'exploitation des bois, afin de prévenir les risques éventuels de pollution ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ne ressort pas des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade que le projet, bien que situé en site Natura 2000, soit susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ou la santé humaine,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La décision tacite, née le 23 août 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet de premier boisement porté par Monsieur Jean-François DEBATTRE, au lieu-dit « les Plaines » sur la commune de Souesmes (41), est annulée.

**ARTICLE 2** : Le projet de premier boisement porté par Monsieur Jean-François DEBATTRE au lieu-dit « les Plaines » sur la commune de Souesmes (41) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

**ARTICLE 4** : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 24 septembre 2024  
Pour la Préfète de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation,

Le Directeur adjoint  
Yann DERACO

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**  
28, rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS CEDEX 1.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

